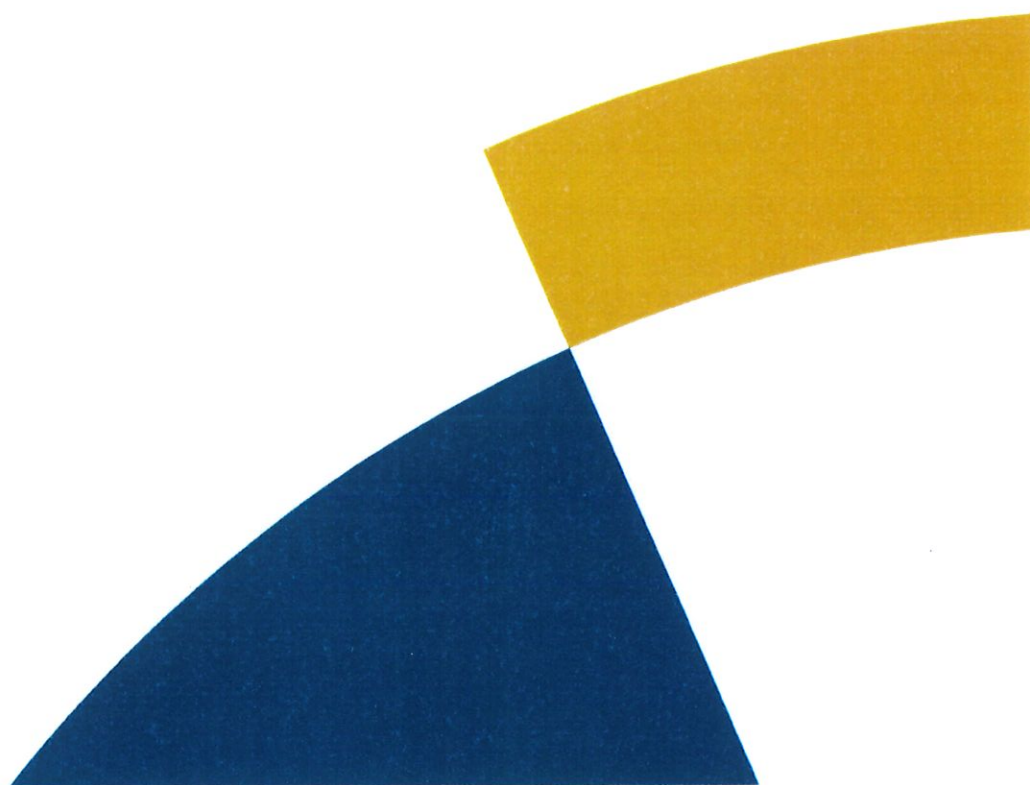


UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-VIENNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31 décembre 2024)

Aux Membres,

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES
DE LA HAUTE-VIENNE
18 rue Valentin Lemoine
87000 Limoges

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-VIENNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les éléments précisés dans le paragraphe « Evénements marquants et faits significatifs ».

Exercice clos le 31/12/2024

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Exercice clos le 31/12/2024

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Limoges, le 10 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes


Gilles NOYER - Associé

I) BILAN ET COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2024

BILAN ACTIF (€)	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amortissements, Provisions	Net	Net
Immobilisation incorporelles	114 010	43 590	70 421	85 822
Frais d'établissement			0	0
Frais de recherche et de développement	33 279	6 783	26 496	28 160
Donations temporaires d'usufruit			0	0
Concessions, brevets et droits similaires	75 457	36 806	38 650	55 202
Fonds commercial (1)			0	0
Autres immobilisations incorporelles			0	0
Immobilisations incorporelles en cours	5 274		5 274	2 460
Av. et acomptes sur immo.incorporelles			0	0
Immobilisations corporelles	2 366 263	2 002 725	363 538	397 751
Terrains			0	0
Constructions	1 799 108	1 515 277	283 831	312 835
Instal.techn., mat.et outillage industriels	24 998	22 742	2 257	2 228
Autres immobilisations corporelles	542 157	464 706	77 451	82 688
Immobilisations corporelles en cours			0	0
Avances et acomptes			0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			0	0
Immobilisations financières	174 868	0	174 868	4 436
Participations	25		25	25
Créances rattachées à des participations			0	0
Titres immob. de l'activité du portefeuille			0	0
Autres titres immobilisés			0	0
Prêts	170 604		170 604	0
Autres immobilisations financières	4 239		4 239	4 411
ACTIF IMMOBILISE TOTAL (I)	2 655 141	2 046 314	608 827	488 010
Mat.premières, approvisionnements			0	0
En cours de product.(biens & services)			0	0
Produits intermédiaires et finis			0	0
Marchandises			0	0
Avances et acomptes sur commandes			0	0
Créances clients, usagers et comptes rattachés	91 069		91 069	100 268
Créances reçues par legs ou donations			0	0
Autres créances	104 624		104 624	32 928
Valeurs mobilières de placement	54 684		54 684	52 329
Instruments de trésorerie	0		0	0
Disponibilités	3 972 534		3 972 534	3 880 614
Charges constatées d'avance (3)	5 611		5 611	6 113
ACTIF CIRCULANT TOTAL (II)	4 228 522	0	4 228 522	4 072 251
Ch.à répartir sur plusieurs exercices (III)			0	0
Primes remboursement obligations (IV)			0	0
TOTAL ACTIF (I à IV)	6 883 663	2 046 314	4 837 349	4 560 260
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an				
(3) Dont à plus d'un an				



BILAN PASSIF (€)	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves	1 515 400	1 233 624
<i>Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>1 364 277</i>	<i>1 082 502</i>
Réserves statutaires ou contractuelles	61 095	61 095
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	90 027	90 027
Report à nouveau	1 014 046	985 545
Report à nouveau en gestion propre	849 089	747 613
<i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>242 653</i>	<i>297 056</i>
<i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée dont la prise en charge est différée</i>	<i>-77 695</i>	<i>-59 124</i>
<i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée des charges rejetées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	263 189	310 277
Excédent ou déficit des activités en gestion propre	150 660	101 476
<i>Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>112 529</i>	<i>208 801</i>
Situation nette (sous-total)	2 792 635	2 529 446
<i>dont situation nette des activités sous gestion contrôlée des activités sociales et médico sociales (sous total)</i>	<i>1 641 764</i>	<i>1 529 235</i>
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement		
Provisions réglementées	6 043	6 043
FONDS PROPRES TOTAL (I)	2 798 678	2 535 489
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	235 607	244 510
FONDS DEDIES ET REPORTEES TOTAL (II)	235 607	244 510



UDAF
18 rue G. Et V. Lemoine
87065 LIMOGES Cedex
Siret : 77807415300025

Exercice du 01.01.2024 au 31.12.2024

Provisions pour risques	53 990	54 554
Provisions pour charges	664 411	614 939
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES TOTAL (III)	718 401	669 493
Emprunts. et dettes auprès des établ. de crédit (1)	80 703	85 404
Emprunts et dettes financières diverses (2)	3 750	3 300
Av.et acomptes reçus sur commandes en cours	7 901	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	62 358	80 986
Dettes fiscales et sociales	728 503	739 803
Dettes sur immob. et comptes rattachés	5 178	4 788
Autres dettes	196 255	196 487
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	15	0
DETTES D'EXPLOITATION TOTAL (IV)	1 084 663	1 110 769
TOTAL PASSIF (I à V)	4 837 349	4 560 260
(1) Dont à moins d'un an :	4 746	4 701
à plus d'un an :	75 957	80 703
(2) Dt conc. banc. courants et soldes banques créd. :		



COMPTE DE RESULTAT PRODUITS (€)	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	854	961
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de Prestations de services	133 601	135 358
dont vente de prestations de services relatives aux activités sociales et	630	3 941
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	4 403 782	4 278 253
dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux	4 403 782	4 278 253
Subventions d'exploitation	494 234	467 291
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Autres produits - Usagers	819 554	771 173
dont produits à la charge de l'usager relatifs aux activités sociales et	819 554	771 173
Production immobilisée		
Reprises sur amort, dépréciations, provisions et transferts de charges	22 663	85 918
Utilisation des fonds dédiés	31 039	8 823
Autres produits	840	1
TOTAL (I)	5 906 567	5 747 777
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	744 571	658 327
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	381 443	369 419
Salaires et traitements	3 403 940	3 234 434
Charges sociales	1 117 587	970 692
Autres charges de personnel		
Dotation aux amortissements et aux dépréciations	72 863	77 379
Dotations aux provisions	71 571	55 024
Reports en fonds dédiés	22 135	61 074
Autres charges	68 675	54 902
TOTAL (II)	5 882 785	5 481 250
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	23 781	266 527



COMPTE DE RESULTAT CHARGES (€)	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	98 862	49 447
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL (III)	98 862	49 447
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	791	835
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL (IV)	791	835
RESULTAT FINANCIER (III-IV)	98 071	48 612
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	121 853	315 139
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	152 751	0
Sur opérations en capital	0	0
Autres produits exceptionnels		
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	2 456
QP des subventions d'investissement non renouv. virée au résultat		
TOTAL (V)	152 751	2 456
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	0	2 199
Sur opérations en capital	0	0
Autres charges exceptionnelles		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL (VI)	0	2 199
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	152 751	257
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés	11 415	5 119
TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV)	6 158 180	5 799 681
TOTAL DES CHARGES (II+VI+VI+VII+VIII)	5 894 991	5 489 403
EXCEDENT OU DEFICIT	263 189	310 277
- dont excédent ou déficit des activités sociales	112 529	208 801
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	115 267	95 060
TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES	115 267	95 060
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mise à disposition gratuite des biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	115 267	95 060
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES	115 267	95 060
(1) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		



II) ANNEXE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31.12.2024 dont le total est de **4 837 349 euros** et au compte de résultat de l'exercice dont le total des charges est de **5 894 991 euros**, et dégageant un résultat de + **263 189 euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01.01.2024 au 31.12.2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 17 avril 2025.

a. REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'association applique le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, et le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'association gérant des établissements relevant du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), elle entre dans le champ d'application du règlement n°2019-04 de l'ANC relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Ces deux règlements sont appliqués depuis le 1er janvier 2020.

i. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- * continuité de l'exploitation,
- * permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- * indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES et CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée aux immobilisations suivantes :

- l'application de la nouvelle réglementation sur les actifs a conduit l'association à n'identifier aucun bien décomposable dans son patrimoine.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels	2 à 3 ans
Immeubles opérationnels	17 à 30 ans
Agencements constructions	6 à 20 ans
Agencements et aménagements divers	10 ans
Matériel de bureau et informatique	2 à 8 ans
Mobilier	8 à 10 ans

La base amortissable est diminuée de la valeur résiduelle dès lors que celle-ci est significative et mesurable.

OPTION : La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les règles suivantes ont été appliquées sur l'exercice :

1-2 - PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat (après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement), hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur intermédiaire à la date de clôture.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur de sortie des titres cédés a été déterminée selon la méthode « premier entré, premier sorti ».

1-3 - CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur brute nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.



1.4 - INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT
(Décrets n°83-1020 du 29 novembre 1983 – art. 47 et n° 67-236 du 23 mars 1967 – art. 294 à 299)

Nature : SICAV de valeurs françaises	
Evaluation : Méthode F.I.F.O.	
Montant en comptabilité au 31/12/2024.....	54 684 euros
Evaluation boursière au 31/12/2024	54 836 euros

ii. Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'est à constater au niveau de l'exercice comptable 2024.

iii. Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Les états comptables de l'UDAF Institution, des services Tutelle (MJPM + DPF), des services d'Accès au Droit, de Familles Gouvernantes, Point Conseil Budget, Résidence Accueil et RT (Gestion Propre) ont été consolidés afin de présenter sur un document unique l'ensemble des activités de l'UDAF de la Haute-Vienne.

Depuis décembre 2007, la gestion financière des dossiers confiés au service des tutelles est effectuée à partir de comptes bancaires individuels ouverts au nom des Majeurs protégés. Ne sont inscrits au bilan que les anciens comptes bancaires ouverts pour la gestion des mesures M.J.A.G.B.F. (mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial) et les reliquats subsistant sur des comptes UDAF correspondant principalement à des dossiers terminés en cours de règlement. Leur montant s'élève à 104 152 € au 31/12/2024.

Le montant des fonds détenus par les majeurs sous mesure de protection ne figure ni à l'actif, ni au passif ; il s'élève à 99 757 181 € au 31/12/2024.

iv. Autres informations : identité et organisation

La création de l'UNAF et des UDAF par ordonnance du 3 mars 1945 et la loi du 11 juillet 1975 donne mission officielle à l'UDAF de :

- Donner avis aux Pouvoirs Publics sur la politique familiale à l'échelle nationale et locale
- Représenter officiellement l'ensemble des familles auprès des Pouvoirs publics
- Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estiment devoir lui confier la charge
- Se constituer partie civile lorsque les intérêts matériels et moraux des familles sont menacés.

L'UDAF est une association loi de 1901 reconnue d'utilité publique.



UDAF

18 rue G. Et V. Lemoine
87065 LIMOGES Cedex
Siret : 77807415300025

Exercice du 01.01.2024 au 31.12.2024

Dans cette perspective, l'UDAF 87 gère :

- Deux établissements sociaux et médico-sociaux qui relèvent du Code l'Action Sociale et des Familles : le service MJPM (Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs) et le service D.P.F. (Délégué aux Prestations Familiales). Ces deux services bénéficient d'une Dotation Globale de Financement.
- Une Résidence Accueil d'une capacité de 25 places à Bellac. Ce service bénéficie d'une subvention de l'Etat calculée sur la base d'un coût journalier par résident.
- Le service Familles gouvernantes
- Le service Accès au droit
- Le service L'Action Educative Budgétaire (AEB) / Points Conseil Budget (PCB)
- L'institution qui regroupe les services suivants :
 - o Le service Action Générale et Pôle Parentalité
 - o L'Information et Soutien aux Tuteurs familiaux (ISTF)
 - o Micro-crédit personnel
 - o

v. Evènements marquants et faits significatifs

L'année 2024 a été marquée par deux éléments ayant eu un impact significatif sur les comptes :

- La régularisation de l'effort construction en prêt pour la période de 2004 à 2019 pour un montant de 152 751 € qui a augmenté le résultat 2024 du même montant
- Le non financement du SEGUR pour tous malgré la publication de l'arrêté d'agrément du 25 juin 2024 des deux accords BASSMS du 4 juin publié au Journal Officiel le 26 juin 2024. Le SEGUR non financé concerne 39.18 ETP pour un montant annuel de 2 856 € bruts par ETP.



b. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU
COMPTE DE RESULTAT

i. Etat de l'actif immobilisé

	Valeur brute des immobilisations en début d'exercice	Acquisition / Création	Diminutions / Cessions	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice
Frais établissements, recherche et développement	33 279				33 279
Autres immobilisations incorporelles	75 457				75 457
Immobilisations incorporelles en cours	2 460	2 814			5 274
Constructions sur sol propre	1 009 800				1 009 800
Installations, agencements des constructions	789 308				789 308
Autres installations, agencements, aménagements	24 179	1 558	739		24 998
Matériel de bureau, informatique, mobilier	541 646	19 055	18 544		542 157
Immobilisations corporelles en cours	0				0
Avances et acomptes	0				0
TOTAL	2 476 129	23 427	19 284	0	2 480 273
Participations	25				25
Prêts et immobilisations financières	0	171 304	700		170 604
Autres immobilisations financières	4 411		172		4 239
TOTAL	4 436	171 304	872	0	174 868
TOTAL GENERAL	2 480 565	194 731	20 156	0	2 655 141



ii. Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dot. exercice	Elements sortis repris.	Fin exercice
Frais établist, rech. et dévelpt	5 119	1 664		6 783
Autres immob. incorporelles	20 255	16 552		36 806
Constructions sur sol propre	850 615	17 164		867 779
Install., agencts des constructions	635 658	11 840		647 498
Autre install, agencts, améngemts	21 951	1 530	739	22 742
Mat. de bureau, inform., mobilier	458 958	24 113	18 365	464 706
TOTAL	1 992 556	72 863	19 104	2 046 314

iii. Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentation dotations	Diminutions reprises	Fin exercice
Pour amendes, pénalités et litiges	0			0
Autres provisions pour risques	54 554		564	53 990
Pour départ retraite et autres obligations	607 132	71 571	22 099	656 604
Pour renouvellement immo.	0			0
Pour grosses réparations	0			0
Autre charges	7 807			7 807
TOTAL GENERAL	669 493	71 571	22 663	718 401

Les autres provisions pour risques concernent des contentieux. Les montants provisionnés résultent de la meilleure estimation du risque évalué par la direction à la date d'arrêté des comptes et en fonction de l'avancée des différentes procédures.

La provision pour départ à la retraite a été calculée selon la méthode de calcul préconisée dans le cadre de l'application de la norme IAS 19 révisée.

Les paramètres de calcul retenus sont les suivants :

- Turnover : moyen
- Table de mortalité : INSEE 2019
- Taux de revalorisation des salaires : 1 %
- Taux d'actualisation : 2 %



iv. Variation des fonds propres

TABEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (GESTION PROPRE)

VARIATION DES FONDS PROPRES (hors activités ESMS)	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTAT°	DIMINUT° OU CONSOMMAT°	A LA CLOTURE
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Ecart de réévaluation	0				0
Réserves statutaires ou contractuelles	61 095				61 095
Autres réserves	45 619				45 619
Réserves pour investissements	44 408				44 408
Report à nouveau	747 613	101 476			849 089
Excédent ou déficit de l'exercice	101 476	-101 476	150 660		150 660
Situation nette	1 012 260	0	150 660	0	1 162 920
Fonds propres consommables	0				0
Subventions d'investissement	0				0
Provisions réglementées	0				0
TOTAL	1 000 211	0	150 660	0	1 150 871

TABEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (suite)

**VARIATION DES FONDS PROPRES ET AUTRES POSTES SPECIFIQUES SOUS GESTION
CONTROLEE DES ACTIVITES SOCIALES ET MEDICO SOCIALES**

VARIATION DES FONDS PROPRES (hors activités ESMS)	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTAT°	DIMINUT° OU CONSOMMAT°	A LA CLOTURE
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 082 502		285 570	3 794	1 364 277
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	297 056	227 372	3 794	285 570	242 653
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales dont la prise en charge est différée	-59 124	-18 571			-77 695
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée des charges rejetées	0				0
TOTAL	1 320 434	208 801	289 364	289 364	1 529 235
Résultats des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée - Excédent ou déficit de l'exercice	208 801	-208 801	112 529		112 529
Situation nette	1 529 235	0	401 893	289 364	1 641 764
Fonds propres consommables	0				0
Subventions d'investissement	0				0
Provisions réglementées	6 043				6 043
TOTAL	1 535 279	0	401 893	289 364	1 647 808



v. Etat des fonds dédiés

Situations Ressources	Fonds à dégager au début de l'exercice (19) A	Utilisation des fonds dédiés (7894) B	Reports des fonds dédiés (6894) C	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
UDAF : Fonds dédiés/actions	33 825	8 423	4 060	29 462	25 401
UDAF : Fonds dédiés action Lire et Faire Lire Part 2FS	5 066		169	5 235	5 066
UDAF : Fds dédiés Lire et Faire Lire hors Part 2FS	8 990	1 933		7 057	7 057
UDAF : Fonds dédiés micro crédit	35 450	4 613		30 837	30 837
UDAF : ISTF Fds dédiés /subvention URAPEI	33 091			33 091	33 091
PCB : Fonds dédiés	18 549		6 630	25 179	13 133
MJPM : Fonds dédiés sur actions innovantes	15 100			15 100	0
RA : Fonds dédiés / subvention DDCS	61 163	16 069		45 094	41 163
UDAF : Fonds dédiés EPMS	4 047		4 047	8 094	381
UDAF : Fds dédiés FS Paroles d'enfants	29 229		7 230	36 458	15 662
TOTAL	244 510	31 039	22 135	235 607	171 791

vi. Comptes de liaison

ETABLISSEMENTS	Année N-1		Année N	
	Prêteur	Emprunteur	Prêteur	Emprunteur
Associations				
Etablissements en gestion propre		356 789		410 386
Etablissements en gestion contrôlée "prêteurs"	356 789		419 195	
Etablissements en gestion contrôlée "emprunteurs"				8 809
TOTAL	356 789	356 789	419 195	419 195



vii. Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an
Avances, acomptes sur commande	0	0	
Créances clients	91 069	91 069	
Autres créances	839	839	
Personnel et comptes rattachés	5 709	5 709	
Produits à recevoir	98 076	98 076	
Débiteurs divers	0	0	
Charges constatées d'avance	5 611	5 611	
TOTAL GENERAL	201 304	201 304	0

ETAT DES DETTES	Montant Brut	1 an au plus	Plus 1 an à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes : 2 ans max.				
Auprès des Ets de crédit :				
Plus de 2 ans	80 703	4 746	19 441	56 516
Dettes financières diverses(intérêts courus)				
Emprunts - autres établissements				
Cautions reçues	3 750		3 750	
Avances et acomptes reçus	7 901	7 901		
Fournisseurs et comptes rattachés	62 358	62 358		
Personnel et cptes rattachés	332 527	332 527		
Sécurité sociale - autres organismes sociaux	292 443	292 443		
Etat collectivités publiques :	103 534	103 534		
Divers		0		
Dettes sur immobilisations- cptes rattach.	5 178	5 178		
Autres dettes	196 255	196 255		
Dettes représ. titres prêt.				
Produits constatés d'avance	15	15		
TOTAL GENERAL	1 084 663	1 004 956	23 191	56 516
Emprunts souscrits dans l'exercice				
Emprunts remboursés dans l'exercice	4 701			
Mont empr. dettes/associés				



viii. Variation des emprunts

	Etablissement de crédit	Autres organismes	TOTAL
Total emprunts au 01/01/N	85 404		85 404
Souscription nouvel emprunt			0
Remboursement d'emprunt	-4 701		-4 701
Variation intérêts courus et non échus			0
Total emprunts au 31/12/N	80 703		80 703

ix. Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Factures à établir	12 125
Avoirs à recevoir	839
Charges de personnel à recevoir	3 999
Autres créances	98 076
TOTAL	115 039

x. Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 293
Charges de personnel à payer	475 345
Autres charges à payer	88 451
TOTAL	590 089



xi. Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges et produits d'exploitation	5 611	15
TOTAL	5 611	15

c. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

i. Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	80 703
TOTAL	80 703

ii. Rémunération des dirigeants

Les membres du conseil d'administration, du bureau, de l'assemblée générale, sont bénévoles et ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat.

Ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'UDAF 87 et bénéficient d'une assurance souscrite auprès de la MAIF contre les risques d'accident.

L'UDAF 87 salarie un directeur général et des chefs de service. Le montant des rémunérations allouées est établi sur la base de la convention collective et des rémunérations spécifiques décidées par l'organe délibérant (voir art. 313-25 du code de l'action sociale et des familles).

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versé en 2024 aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles ou salariés, s'est élevé à 164 099 €.

iii. Effectif moyen

	Effectif moyen N	Effectif moyen N-1
Effectif contractuel en équivalents temps plein (ETP)		
Cadres	10	9
<i>dont effectifs rattachés aux activités sociales et médico-sociales</i>	<i>9</i>	<i>8</i>
Employés	99	105
<i>dont effectifs rattachés aux activités sociales et médico-sociales</i>	<i>90</i>	<i>97</i>
TOTAL	109	114
TOTAL EFFECTIFS RATTACHES AUX ACTIVITES SOCIALES ET MEDICO SOCIALES	99	105



iv. Contributions volontaires en nature

Conformément à l'article 211 du règlement ANC 2018-06, les contributions volontaires en nature ont été comptabilisées au compte de résultat pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Nos contributions volontaires en nature sont uniquement composées de contributions en travail (bénévolat, mises à disposition de personnes).

Les heures de bénévolat ont été recensées tout au long de l'exercice. L'UDAF a établi un récapitulatif des heures de bénévolat par bénévole, ce récapitulatif imprimé en deux exemplaires a été signé par le Président de l'UDAF et par le bénévole concerné pour la partie institutionnelle.

Le nombre d'heures de travail effectuées par les bénévoles de l'UDAF sur l'exercice 2024 est de : 6 668 h.

Conformément aux préconisations de l'UNAF, nous avons valorisé ces heures avec la valeur du SMIC horaire au 31/12/2024, soit : 11.88 € de l'heure.

Le taux de charges sociales utilisé est celui observé sur l'exercice : 45.51 %.

Le montant total des contributions volontaires en travail pour l'exercice 2024 est de : 115 267 €. Ce montant, comptabilisé, figure au pied du compte de résultat.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	0	0
Réalisées en France		
Réalisées à l'étranger		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS		
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	115 267	95 060
TOTAL	115 267	95 060

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	0	0
Bénévolat	115 267	95 060
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL	115 267	95 060

